PTT

Quilès sera-t-il le père fouettard 1990 des postiers de Lille?

BONNE ANNÉE ...

Après diverses mobilisations et protestations -dont nous nous sommes fait l'écho dans "Lutter!"hebdo- la démarche disciplinaire adoptée par l'administration s'est en partie précisée. La Direction départementale des PTT a effectivement déposé plainte devant la justice pour "séquestration". Pour des faits, rappelons-le, extraordinairement bénins, assez courants aux PTT, qui ne méritent en rien l'emploi de cette formule: le directeur départemental est venu narguer les postiers en grève de Lille-Lézennes; ceux-ci lui ont répondu,uniquement verbalement; il a cru bon de se retrancher dans un bureau du centre: une provocation évidente, suivi d'un maquillage des faits.

La direction ne s'en tient pas là: il y a de la part de l'Administration un acharnement exorbitant contre les militants du SUD. Ainsi a-t-elle décidé de leur imposer un traitement de faveur dans les dernières retenues de grève. Pour une même durée de grève, elle a décidé de retirer 25% de leur paye aux militants "suspendus" pour seulement deux trentièmes à tous les autres agents!

L'affaire prend une dimension nationale et de plus en plus politique, tant l'atteinte aux droits syndicaux est flagrante.

Une commission d'enquête indépendante a été formée pour examiner les faits auprès de l'administration et des syndicats. Elle est constituée de membres du comité central dela Ligue des droits de l'Homme, du syndicat de la magistrature, et du syndicat des avocats de France.

Le dossier devient très brûlant. Le ministre a décidé d'en déssaisir, de fait, les directions départementale et régionale. Il a lui-même décidé de faire comparaître les syndicalistes devant le Conseil central de discipline. Reste à savoir s'il va reprendre à son compte la demande de sanction déjà formulée par la direction départementale:la révocation. Une sanction gravissime, et très rare.

L'objectif est donc bien la destruction d'un noyau très combatif des PTT, quelques semaines avant la première échéance pour la "réforme" des PTT: le vote d'un projet de loi à la session du printemps 90. Révoqués, ou même seulement "mutés hors résidence", aucune mesure visant à affaiblir les postiers n'est admissible.

Pour s'y opposer, rappelons-le, toutes les prises de position dans et hors des PTT, seront très utiles.

S.PATRICE

(suite de la page 2)

• • •

de combats incroyables. Les journalistes nous ont raconté comment ils filmaient, allongés par terre, tandis que la Securitate tirait au fusil à lunette sur tout ce qui bougeait...

Le "Train pour la Roumanie" c'était une première étape. On va continuer.Il reste encore de l'argent sur le compte du collectif. Nous allons faire des collectes dans les boîtes, envoyer des médicaments. Et puis aussi des machines à écrire, du matériel de bureautique, des livres. Nous allons continuer."

Propos recueillis le 8 janvier 89.

Dix-neuf personnes sont parties : treize cheminots et deux proches, deux interprètes (un professeur et un médecin),et deux infirmiers. Ainsi qu'une équipe de FR3 qui a suivi l'ensemble du voyage. Une émission sera retransmise le 13 janvier sur FR3 nationale.

Le collectif a rassemblé des cheminots, mais aussi de nombreux bénévoles.

ABONNEMENT

- Abonnement annuel 150F
  Comprenant:
  - le 4 pages hebdo
  - le journal tous les deux mois (10F l'ex)

- Abonnement sous pli fermé 170F
- Abonnement de soutien 200F
- Abonnement international 200F

- Abonnement de diffusion
  2 exemplaires par N° 260F
  5 exemplaires par N° 500F

Attention: Chèques à l'ordre du FIL DU TEMPS

Adresse :«LE FIL DU TEMPS»
BP 602
75530 Paris Cedex 11

Directeur de publication : André SENEZ
Commission Paritaire N°64 461
Dépot Légal N°48 858/ Editeur : «Le Fil du Temps»

ISSN 0982 - 7048 LETTRE HEBDO N°147 12 JANVIER 89 3F

Union des Travailleurs Communistes Libertaires

LUTTER!

Berlin, Prague, Bucarest.

Les commémos du bicentenaire voulaient enterrer la révolution, en faisant "au mieux" une vieille chose, au pire la mère de tous les totalitarismes.

Et voilà que la taupe ressort au grand jour, dans les pays où tout semblait figé, immuable. Le glacis stalinien vient de s'effondrer. Avec lui, ce "socialisme" d'Etat, autoritaire et monolithique qui a plongé depuis si longtemps le mouvement ouvrier dans l'impasse.

Timisoara, Bucarest. La révolution Roumaine aura enfanté dans la douleur. Le régime sanglant de Ceausescu s'est accroché au pouvoir, via la Securitate, jusqu'au bout de l'horreur. Aujourd'hui tout commence pour le peuple roumain.Si la dictature est tombée les questions ne manquent pas. Les structures de l'Etat sont intactes, la majorité des dirigeants toujours en place. La "méfiance" -le mot est faible- de la population à l'égard du nouveau pouvoir est à la hauteur des enjeux.Ainsi, indépendamment de la fausse naïveté des médias sur l'aspect du "complot", se pose la vraie question d'une révolution qui n'entend pas être confisquée, une fois de plus, par la classe bureaucratique. Les jeunes, et les femmes,semblent être parmi les plus combatifs contre un éventuel retour de bâton.

La Roumanie a besoin de tout re-découvrir, de tout construire. Syndicats, organisations, associations...projet social.

Rien ne sort magiquement du néant. Et c'était bien dans l'oubli de tous qu'était tombé le peuple roumain.

Cette révolution, par son aspect tragique, par sa violence, accélère aussi la crise historique d'un modèle. La direction du PCF en sait quelque chose.

Berlin, Prague, Bucarest. Rien n'est joué pour que les peuples soient enfin maîtres de leur histoire. Le processus révolutionnaire et démocratique doit se poursuivre. Et ne compter que sur sa propre dynamique. Comme le dit notre camarade, de retour de Roumanie, "la solution ne peut résider que dans l'auto-organisation de la population".

Initiatives concrètes de solidarité de classe, au-delà des belles déclarations peu suivies d'effets. La Roumanie a tout à réinventer.

Prague, Berlin, Bucarest. Construire une société libre et égalitaire concerne tout autant les travailleurs et les jeunes des faux paradis de l'Ouest. Les dix ans à venir seront déterminants.

LUTTER! 12 JANVIER 89

Un incident technique a rendu impossible la parution de la lettre-hebdo la semaine dernière.Nous nous en excusons et tâcherons de rattraper cet impair avec une lettre double.

La rédaction.

Le débat "toutes voiles dehors" n'est pas (encore) clos...Il est reporté à la semaine prochaine du fait de l'actualité.

UN TRAIN POUR LA ROUMANIE

Les cheminots de Rouen ont mis en pratique la solidarité ouvrière. L'internationalisme sur les rails.

Jacques, militant cheminot de l'UTCL, membre du collectif et de l'initiative "Un train pour la Roumanie", de retour de Bucarest, nous raconte l'opération -réussie- d'une solidarité ouvrière active.

"Au départ, c'est une idée de copains non-syndiqués. On en a parlé et très vite le collectif s'est constitué, avec l'aide notamment du syndicat CFDT-Cheminots de Sotteville et de la région. Nous avons pu obtenir de la direction SNCF des wagons...Ce qui n'a pas été sans certaines difficultés...Certains nous mettaient des bâtons dans les roues. Avant d'avoir la confirmation de l'autorisation, il nous aura fallu bloquer les wagons pour ne pas qu'on nous les enlève!

Nous avons appelé la population à apporter toute sorte de marchandises,nous engageant à les conduire jusqu'au bout.

Enfin, le train est parti de Sotteville avec 22 wagons - à l'arrivée il y en avait une quarantaine-, 1400 tonnes de marchandises dont 700 provenant de Rouen et la région. C'était le premier train en provenance de France depuis longtemps...Il était chargé de médicaments, de vivres non-périssables, de vêtements.

Difficultés aussi avec le gouvernement...français: la cellule de crise de l'Elysée voulait tout chapeauter, et notre initiative, spontanée,"horizontale" la gênait...Nous avons dû attendre le feu vert -car nous tenions absolument à accompagner le train de marchandises- le gouvernement invoquait les problèmes de sécurité...Nous avions prévu de partir à 35 personnes. Un quart d'heure avant le départ, les autorités françaises nous imposent de réduire la liste à 20!

A notre arrivée, le 30 décembre, à Bucarest, nous nous apercevons que l'ambassade était tout juste au courant de l'initiative, ayant reçu le télex de l'Elysée quelques minutes avant notre entrée en gare...En fait, nous n'étions pas du tout attendus et notre présence emmerdait les diplomates français plutôt qu'autre chose. C'est finalement le... ministère des transports roumain qui nous a logés!

La remise officielle des marchandises s'est faite le 3 janvier, à la gare de Banaena, qui était jusque là la gare personnelle de Ceausescu!C'est ensuite la Croix rouge et MSF qui se sont occupés de la ventilation.

Nous avons rempli le mandat sur lequel nous nous étions engagés : accompagner la marchandise, vérifier que tout était bien arrivé et ventilé.

Nous avons surtout eu la chance de pouvoir directement discuter avec les gens. Avec les cheminots, des délégués étudiants, et des contacts individuels.

L'ambiance, à Bucarest, c'est bien sûr un énorme soulagement. Mais une telle dictature laisse des traces, les gens ont encore peur de s'exprimer -même si les langues se délient très vite. Il y a une réelle méfiance vis à vis du gouvernement actuel, notamment de la part des jeunes.

Il faut savoir quelle part a pris la jeunesse dans le soulèvement : elle était fondamentale. Les jeunes dans leur ensemble et pas seulement les étudiants, y compris des ados de 14 ans.

La question essentielle, maintenant, c'est "que faire?"

"La démocratie, c'est bien, mais...c'est quoi?" C'est souvent ce que l'on a entendu. Il faut bien comprendre que le peuple roumain part de très bas, et qu'il revient de loin, même si beaucoup de choses restent à faire, justement, l'ampleur de la tâche est immense. Il y a une très forte demande de livres, de documentation (des statuts d'organisations syndicales, par exemple).

Il y a une réflexion aprofondie chez les étudiants, où déjà une organisation se met en place, avec des délégués élus, des discussions sur le contenu de l'enseignement. Dans les autres secteurs - mais c'est à vérifier-, cela semble plus difficile, plus limité, y compris chez les cheminots, en tout cas à Bucarest. On nous a bien affirmé que dans certaines usines, des comités s'étaient constitués, mais nous n'avons pu en avoir la confirmation. Nous sommes restés trop peu longtemps, et de plus, c'était les fêtes, les usines étaient fermées.

Ce qui est sûr, c'est que pour l'instant les dirigeants sont toujours en place, dans la police, les entreprises publiques, les patrons d'usines... L'appareil d'Etat est resté intact -la Securitate n'est pas dissoute.

C'était affolant de voir tous ces impacts de balles sur les murs, notamment au siège de la TV roumaine. Bucarest porte les traces tout à fait visibles

• • •

(suite en dernière page)

Appel national des 7 postiers* de Lille suspendus et menacés de révocation

*Richard FONTAINE, Murielle FOVET, Eric LAMANT, Philippe LEGRAND, Gabriel LECHAVE, Michel MERCIER, Jean POTEAU

Après la prise de position de toutes les organisations syndicales PTT du Nord pour la levée des sanctions :

NON AUX SANCTIONS

Sept militants syndicaux (six militants syndicaux du centre de tri et un militant syndical des CCP) sont menacés de révocation par l'administration des PTT.

Le centre de tri était en grève d'une heure par jour depuis cinq semaines, sur des problèmes d'effectifs, de conditions de travail, etc.

L'administration a pris pour prétexte un incident avec leur Directeur Départemental pour suspendre ces 7 agents et pour ouvrir une enquête disciplinaire. Le Directeur Régional de la Poste annonçait, dans le même temps, qu'il demanderait la révocation de ces agents.

C'est la première fois depuis des dizaines d'années qu'une telle sanction est demandée aux PTT contre des militants syndicaux lors d'un conflit du travail.

L'administration engage une telle procédure alors que, dans le même temps, elle parle de concertation sociale, de "modernisation des rapports sociaux'" dans le cadre du projet de réforme des PTT!

Il serait paradoxal, dans un contexte où le gouvernement parle d'élargir les droits des travailleurs dans l'entreprise, de rénover la Fonction Publique, de voir une grande administration française laisser se développer des pratiques d'un autre âge.

Nous exigeons l'annulation de toute sanction et l'arrêt des poursuites disciplinaires contre les agents du centre de tri de Lille-Lezennes et de Lille CCP.

Signatures nationales: Alain AMICABILE (Cons. rég. Lorraine), David ASSOULINE (mouvement étudiant), Nicole AZOULAY (prof.), Jean-*Luc BENHAMIAS (Les Verts), François BOISSARIE (scr. gal SNJ), Jean-Pierre BORDIER (scr. FASP), Jean-Michel BOUGE (cons. mun. PS Auvers/Oise), Pierre BROUE (historien), Henri CELIE, Bruno DALBERTO, MIchel DESMARS (scr. branche Cheminots CFDT), CNT PTT, Yves COCHET (co-député européen "Les Verts"), Jean-François COLIN (scr. synd CFDT Bâtiment IdF), Julie CORBEAU (scr. gal SNPIT Air Inter) Robert CREMIEUX (directeur revue "M"), Félix DAMETTE (prof. d'Université, reconstructeur communiste), Eric DEFRANOULD (cons. mun. Gérardmer),Yvonne DELMOTTE (syndicaliste), André DELUCHAT (syndicaliste), Léon DION (revue "Collectif"), R. DOUARIN (CGT 93), Gilles DUPONT (membre bureau FEN 78), Mgr Jacques GAILLOT (évêque d'Evreux), Françoise GALLAND, Jean-Pierre LEMAIRE, Jean-Claude LE SCORNET et Marie-Françoise PIRON (porte-parole Alternative Rouge et Verte), Michel GIGAND (syndicaliste), Alain GOUHIER (prof.), Albert HUDE (syndicaliste CFDT), Albert JACQUARD (prof., physicien), Thierry JONQUET (écrivain), Alain KRIVINE(LCR), Georges LABICA (philosophe), Bernard LAGARDERE (scr. gal SNUI), Daniel LEFEBVRE (prof.), Patrick MACAIRE (scr. gal synd. Personnel Banque de France), Colette MAGNY (chanteuse), Laure MAUCHET (maître de conf. Lille 1), Gérard MOLINA (prof.), Erwane MORETTE (B.N. UNEF-ID), Didier MOTCHANE (membre Comité Directeur P.S.), Henri NOGUERES (ex-président Ligue des Droits de l'Homme), Gilles PERRAULT (écrivain), Frédéric POTTECHER (chroniqueur judiciaire), Madeleine REBERIOUX (historienne), Michel RENARD (professeur), Jean-Pierre ROSSIGNOL (syndicaliste), Marc SARACINO (scr. gal FGSOA), Amiral Antoine SANGUINETTI, Marco SAZZETI (scr. nat. UTCL), Jean-Philippe SENNAC (syndicaliste), Christophe THIENNOT (B.N. UNEF-ID), Syndicats SGEN 75, SGEN 78, CRC Santé-Sociaux, Cheminots Paris Sud-Est CFDT, Patrick TORT (philosophe), Jacky TOUBLET (scr. synd. CGT Correcteurs), ANNE TRISTAN (écrivain), Jean-François VILAR (écrivain), Gilbert VOISIN (scr. nat. FGAF), Dominique VOYNET (co-député européen "Les Verts"), Gilbert WASSERMANN ("rénovateur" communiste), Jean ZIEGLER (écrivain, député socialiste suisse).*

Département du Nord: *Jean BARGIBANT (cons. mun. Wasquehal), Christian BATAILLE (député PS), Noël BEHOR (militant PS), Alain BOCQUET (député PC), Marc BULTEZ (cons. mun. PS Orchies), Paulette CAUDMONT (cons. mun. Villeneuve d'Ascq), Jean-Marc COIGNON (cons. général), André COLIN (adj. maire de Lille), Martine COUTURE (cons. mun. Houplin-Ancoisne), Claude DANCETTE (Revue "Collectif"), Colette DEBEIR, Vincent DEBEIR (militants CGT), Alain DELAME (enseignant Lille 3), Jean-Claude DELAUNAY (maître de conf. Lille 1), Jean DEMAILLY (maire PC de Seclin), Liliane DENIS (scr. acad. SNES), Bernard DEVEYLDER (proviseur adj.), Marc DOLEZ (député PS), Jean-Michel DROSSART (section FO Lille-Lézennes), DUFOUR (maire de Oignies), Hélène FLAUTRE (cons. mun. Arras), Isabelle FORESTIER (adj. maire Villeneuve d'Ascq), François GABRELLE (journaliste), Jean GADREY (maître de conf. économie Lille 3), Guy HASCOET (cons. communautaire Lille), Daniel HERBLAIN (cons. mun. Templeuve), Robert LAMBOURG (maire Poix du Nord), S. LANNOY (maire de Libercourt), Ginette LASSELIN (cons. mun. Hellemmes), Marcel LEPOUTERE (retraité), Raymond LEROY (scr. gal retraités CGT Nord), Marcel MERVAILLIE (aumônier St André), Gérard MINET (LDH), Gérard NAISSANT (resp. diocésain Enfance inadaptée), Angelino NIEDDU (resp. jur. UL CGT Nourzonville), J.-F. NOEL (dir. adj. Télécom), André PACCOU (LDH Lille), Max PAPYLE (cons. de quartier Lille), Charles PEZIN (maire Auberchicourt), Dominique PLANCKE (adj. maire de Lille), Danièle POLJAUTRE ("rénovateur" Lille), Gabriel POLVECH (CGT, adj. maire de Tressin), Paul RAOULT (cons. gal-maire Lequesnoy), Yvan RENAR (cons. rég., sénateur), André RICAUD (CGT PTT), Laurent RIGAUT (dir. prod. FR3, synd. CFDT), Yves ROUSSEL, Charles-Henri TERNOIS et Pierre VANBEUGHEN (syndicalistes CFDT), H. SION (curé de Lézennes), syndicat régional FO PTT, Magguy SURMON (adj. maire Tressin), Yves THIERY (dir. assoc. secteur social), Philippe TODOSKOFF (chirurgien-dentiste), G. TENEUR (adj. maire de Oignies), Michèle TODOSKOFF (orthophoniste), Michel VANDEKERKHOVE (maire Tressin), Roger WILLOCQ (maire Anstaing).*